

Politiques de l'eau et enjeux environnementaux : Perspectives sur la justice environnementale au Maghreb et au Moyen-Orient

Water policies and environmental issues: Perspectives on environmental justice in the Maghreb and the Middle East

Responsables

- **Dorna Javan** (Laboratoires ETTIS, INRAE)
- **Amal Ennabih** (Triangle, UMR 5206, Sciences Po Lyon)

Discutants

- **Amal Ennabih**
- **Dorna Javan**

Intervenants

- **Kevin Del Vecchio** (ENGEES, UMR SAGE) et **Ali Hatimy** (Nitidae, Nechfate)
- **Mohamed Hadeid** (Département de géographie et de l'aménagement du territoire, Laboratoire de recherche EGEAT, Université d'Oran 2, CRASC)
- **Aya Boubel** (Les Afriques dans le monde, UMR 5115, Sciences Po Bordeaux)
- **Charif Elalaoui** (Espaces et sociétés, UMR 6590, CNRS, SAGE, UMR 7363)

Résumé de l'atelier

Depuis plusieurs années, les pays du Maghreb et du Moyen-Orient sont confrontés à diverses crises écologiques, notamment la pollution, la déforestation, la sécheresse structurelle, le stress hydrique, ainsi que l'extinction de la biodiversité. À cela s'ajoute l'impact aggravant du réchauffement climatique. Cette situation a également favorisé l'émergence de mobilisations écologistes significatives : en Iran, dès les années 2000, avec les mouvements écologistes et des luttes pour la justice environnementale ; en Tunisie, avec des préoccupations croissantes concernant la gestion de l'eau et la pollution industrielle à Gabès ; au Maroc, avec des manifestations en réponse à la pénurie d'eau dans la région oasienne de Zagora, parmi d'autres exemples. Ces crises soulèvent des questions fondamentales sur les politiques développementalistes, dominées par la mise en économie de l'environnement tout particulièrement visible dans le domaine de la gestion de l'eau agricole, où elle a favorisé l'agriculture intensive et le développement de grandes infrastructures hydrauliques, telles que les barrages et les puits profonds depuis les années 1960. Par exemple, dans plusieurs pays du Maghreb et du Moyen-Orient, l'action publique est caractérisée par une approche verticale axée sur le paradigme de l'extractivisme, le développement économique et un discours de sécurité alimentaire. Dans d'autres contextes, elle est aussi influencée par les interventions d'institutions paragouvernementales et paramilitaires. Ainsi, dans la majorité des cas, les politiques en matière d'eau et d'environnement ont été mises en œuvre sans tenir compte des besoins des populations locales. Cela a conduit à une aggravation des inégalités socio-économiques, en intensifiant la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles, notamment l'eau, au détriment des groupes les plus vulnérables et marginalisés. Dès lors, la dimension environnementale demeure souvent un angle mort dans la fabrique et la mise en œuvre des politiques de l'eau dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient. L'objet de notre atelier sera d'étudier trois axes de réflexions. Le premier analyse le rapport entre les régimes autoritaires et l'environnement, ainsi que leur niveau de prise en compte des enjeux environnementaux. Le deuxième interroge les contraintes sociopolitiques auxquelles est confrontée l'action publique en matière d'eau et d'environnement au Moyen-Orient et au Maghreb. Enfin, la troisième problématique se concentre sur la justice environnementale, en mettant en lumière les conflits liés à l'eau, les luttes pour la justice environnementale et leurs répertoires d'actions dans des contextes autoritaires.

For several years now, Maghreb and Middle Eastern countries have been confronting numerous ecological crises, including pollution, deforestation, structural drought, water stress, and the biodiversity loss. These issues are exacerbated by the intensifying effects of global warming. In response, significant environmental mobilizations have emerged, such as the environmental movements and struggles for environmental justice in Iran from the 2000s onwards; growing concerns about water management and industrial pollution in Gabès, Tunisia; and protests against water shortages in the Zagora oasis region of Morocco, to name a few among other examples.

These crises raise fundamental questions about developmentalist policies, particularly evident in agricultural water management, where it has favoured intensive agriculture and the development of large hydraulic infrastructures such as dams and deep wells since the 1960s. For example, in several countries, public action is characterized by a vertical approach based on the paradigm of extractivism, economic development, and a discourse of food security. In other contexts, it is also influenced by the interventions of paragonovernmental and paramilitary institutions. In most cases, water and environmental policies have been implemented without taking into account the needs of local populations further exacerbating socio-economic inequalities, intensifying competition for access to natural resources, particularly water, to the expense of the most vulnerable and marginalised groups.

As a result, the environmental dimension often remains a blind spot in the design and implementation of water policies in the countries of the Maghreb and the Middle East. Our workshop will explore three lines of thought. The first analysis is the relationship between authoritarian regimes and the environment, and the extent to which they take environmental issues into account. The second examines the socio-political constraints impacting public action in the field of water and the environment in the Middle East and North Africa. The third issue focuses on environmental justice, highlighting water-related conflicts, struggles for environmental justice, and their repertoires of action employed in authoritarian contexts.

Programme

Kevin Del Vecchio (ENGEES, UMR SAGE) et Ali Hatimy (Nitidae, Nechfate)

Quand la notion de « stress hydrique » devient vide de sens : Les discours de crise comme justification des politiques de l'offre

When the notion of "water stress" becomes meaningless: Crisis discourses as a justification for supply-side policies

Mohamed Hadeid (Département de géographie et de l'aménagement du territoire, Laboratoire de recherche EGEAT, Université d'Oran 2, CRASC)

L'agrobusiness en milieu oasien algérien : Impacts socio-environnementaux et enjeux de durabilité

Agrobusiness in the Algerian oasis environment: Socio-environmental impacts and sustainability challenges

Aya Boubel (Les Afriques dans le monde, UMR 5115, Sciences Po Bordeaux)

Gestion hydrique inégale et fragilisation du contrat social au Maroc

Unequal water management and weakening of the social contract in Morocco

Charif Elalaoui (Espaces et sociétés, UMR 6590, CNRS, SAGE, UMR 7363)

Analyser les conflits environnementaux par le prisme spatial en contexte postcolonial: Le cas du Maroc

The production of environmental racism in a postcolonial context: Approaches to analyzing territorialized environmental conflicts

Kevin Del Vecchio et Ali Hatimy

Quand la notion de « stress hydrique » devient vide de sens : Les discours de crise comme justification des politiques de l'offre

Cette communication s'intéresse à la politique de l'eau au Maroc en analysant les discours officiels relatifs à la crise hydrique. Mobilisant largement la notion de « stress hydrique », ces discours contribuent à la mise à l'agenda d'un problème, influent seulement en partie sur son cadrage (Neveu, 2015). Le problème fait en effet l'objet d'un cadrage verrouillé autour de l'idée de « manque » d'eau, qui contribue à l'évitement des problématiques structurelles.

La notion de « stress hydrique » est désormais devenue dominante dans les discours officiels relatifs à la crise hydrique, et contribue à la perpétuation de l'agenda. Pour autant, ces discours doivent être resitués dans le contexte actuel de la politique de l'eau. Marquée par une logique de « réformes conservatrices » (Mayaux, 2021), celle-ci s'illustre par une perpétuation des objectifs historiques de développement de l'offre, étant moins axée sur la gestion de la demande (Molle, 2017 ; Del Vecchio, 2023).

Focalisés sur les précipitations, les préoccupations saisonnières et les taux de remplissage des barrages, ces discours se cantonnent à des phénomènes conjoncturels et mettent l'accent sur la construction de nouvelles infrastructures destinées à « sécuriser » l'accès à l'eau (barrages, stations de traitement et de réutilisation des eaux usées, usines de dessalement), sans évoquer pour autant la question de la demande en eau et de la priorisation des usages.

Finalement, l'usage intensif et répété de la notion de « stress hydrique » constitue paradoxalement une forme d'évitement de la question des usages de l'eau, de la gestion de la demande et du partage de la ressource. Il participe en ce sens au verrouillage du cadrage du problème en tant que « manque d'eau » et à la justification d'une poursuite des politiques de l'offre.

This communication looks at water policy in Morocco by analysing the official discourse on the water crisis. Making extensive use of that notion of “water stress,” these discourses help to set a problem on the agenda, but only partially influence its framing (Neveu, 2015). The problem is framed around the idea of a “lack” of water, which helps to avoid structural causes.

The notion of “water stress” has now become dominant in official statements regarding water crisis, and contributes to perpetuating the agenda. However, this rhetoric needs to be seen in the context of the current water policies. As part of a logic of “conservative reforms” (Mayaux, 2021), it is characterised by a perpetuation of the historical objectives of supply development, rather than focusing on demand regulation (Molle, 2017; Del Vecchio, 2023).

Focusing on rainfall, seasonal concerns and dam filling rates, these discourses are confined to conjunctural phenomena and place the emphasis on the construction of new infrastructures designed to “secure” access to water (dams, wastewater treatment and reuse plants, desalination plants), with no reference to the issue of water demand and usage prioritisation.

Finally, the widespread and frequent use of the concept of “water stress” constitutes paradoxically a means of sidestepping the issue of water uses, demand management, and water sharing. In this way, they contribute to locking in the framing of the issue as one of “water scarcity” and to the justification of the pursuit of supply-side policies.

Mohamed Hadeid

L'agrobusiness en milieu oasien algérien : Impacts socio-environnementaux et enjeux de durabilité

L'agriculture en Algérie, soutenue par des politiques de valorisation du Sahara, reflète une diversité marquée par des facteurs bioclimatiques et topographiques. Tandis que le nord subit les effets du changement climatique, le Sahara, avec ses riches nappes fossiles, est perçu comme une alternative pour le développement agricole. Depuis les années 1980, l'État algérien a favorisé l'agriculture saharienne avec la loi APFA (Accès à la propriété foncière agricole) pour compenser la faible productivité du nord et renforcer la sécurité alimentaire. À partir de 2020, avec l'avènement du nouveau gouvernement suite au mouvement Hirak de 2019, une nouvelle stratégie axée sur des mégaprojets financés par des investisseurs étrangers transforme le paysage saharien, remplaçant les systèmes traditionnels de gestion de l'eau, comme les *foggaras*, par des pompes intensives dans les nappes. Ces projets d'agrobusiness intensif modifient les écosystèmes et perturbent les structures sociales locales, notamment dans les oasis. La redistribution foncière a permis aux Harratine, anciennement subordonnés, d'accéder à la terre et à l'eau, bien que cela génère de nouveaux conflits autour de ces ressources, historiquement détenues par les notables de la région (Chorfa). L'État doit désormais concilier une production agricole accrue avec des tensions sociales croissantes. L'exploitation non durable des nappes fossiles met en péril la viabilité de cette politique à long terme. La question centrale est celle de l'équilibre entre sécurité alimentaire et durabilité environnementale. L'agriculture intensive, insensible aux spécificités des oasis, menace les équilibres sociaux et écologiques locaux. Cette recherche sociogéographique examine les transformations sociales et spatiales dans les oasis sahariennes, la résilience des populations et leur participation aux décisions d'aménagement, en s'appuyant sur deux décennies d'investigations et d'études de cas dans la région d'Adrar.

Agriculture in Algeria, supported by policies to develop the Sahara, reflects a diversity shaped by bioclimatic and topographic factors. While the north faces the impacts of climate change, the Sahara, with its rich fossil aquifers, is seen as an alternative for agricultural development. Since the 1980s, the Algerian government has promoted Saharan agriculture through the APFA law to offset low productivity in the north and strengthen food security. Starting in 2020, with the new government following the 2019 Hirak movement, a strategy centered on megaprojects financed by foreign investors has transformed the Saharan landscape, replacing traditional water management systems, such as *foggaras*, with intensive pumping from the aquifers. This intensification threatens resource sustainability. These intensive agrobusiness projects are altering ecosystems and disrupting local social structures, particularly in the oases. Land redistribution has allowed the Harratine, historically subordinate, to gain access to land and water, although it has also generated new conflicts over these resources, traditionally held by regional notables (Chorfa). The state now faces the challenge of balancing increased agricultural production with growing social tensions. The unsustainable exploitation of fossil aquifers jeopardizes the long-term viability of this policy. The central issue is balancing food security with environmental sustainability. Intensive agriculture, insensitive to the specificities of the oases, threatens local, social, and ecological balances. This socio-demographic research examines the social and spatial transformations in Saharan oases, the resilience of local populations, and their participation in land-use decisions, drawing on two decades of case studies in the Adrar region.

Aya Boubel

Gestion hydrique inégale et fragilisation du contrat social au Maroc

La gestion inégale des ressources en eau au Maroc exacerbe les tensions socio-économiques et alimente des dynamiques migratoires croissantes. Classé parmi les pays les plus touchés par le stress hydrique dans la région MENA, le royaume illustre les conséquences d'une répartition inéquitable de l'accès à l'eau dans un contexte de changement climatique. Les régions rurales, notamment celle du fleuve Moulouya dans le Rif oriental, souffrent particulièrement de cette inégalité. L'irrigation intensive, conjuguée aux sécheresses récurrentes, accentue la rareté des ressources.

Cette pénurie touche les acteurs locaux de manière différenciée et génère des tensions entre les producteurs d'arbres fruitiers, disposant d'un accès privilégié à l'eau, et les maraîchers, souvent laissés pour compte. Ce déséquilibre, motivé par des impératifs économiques comme le rendement des cultures pérennes, creuse les inégalités sociales. Les populations fragilisées deviennent ainsi plus vulnérables aux impacts du changement climatique. De nombreux habitants, notamment des jeunes, sont contraints de migrer vers les centres urbains. Des villes comme Rabat ou Tanger voient ainsi croître leur population, aggravant les défis liés à l'urbanisation rapide et à la pression sur les infrastructures.

Les politiques marocaines, axées sur une vision productiviste et extractiviste, contribuent à ces tensions. Bien que l'agriculture soit un pilier économique majeur, sa dépendance à des ressources en eau limitées compromet sa durabilité. Les décisions centralisées, souvent déconnectées des besoins locaux, privent les communautés rurales de mécanismes de gestion équitables.

Ces dynamiques reflètent une tension palpable où climat et vulnérabilités convergent pour générer de l'instabilité. À l'instar de cas observés au lac Tchad, la raréfaction des ressources naturelles combinée au sentiment d'abandon par l'État peut nourrir des revendications autonomistes ou favoriser l'essor de groupes violents. Bien que le Maroc soit pour l'instant épargné par de tels scénarios, l'expérience des Touaregs au Mali rappelle qu'une marginalisation prolongée peut engendrer des révoltes organisées.

Face à ces risques, une approche fondée sur la justice environnementale est impérative. Pour y parvenir, il est essentiel de garantir l'équité dans l'accès à l'eau, la prévention des déplacements forcés et le renforcement de la résilience des communautés vulnérables. Les déplacements en raison de facteurs environnementaux, loin d'être un simple symptôme, soulignent les failles structurelles d'une gestion hydrique inégalitaire. Une réforme des politiques hydriques, axée sur la durabilité et l'équité, s'impose pour limiter les déplacements forcés et répondre aux défis du changement climatique.

Unequal management of water resources in Morocco exacerbates socio-economic tensions and fuels growing migratory dynamics. Ranked among the countries most affected by water stress in the MENA region, the Kingdom illustrates the consequences of an inequitable distribution of access to water in a context of climate change. Rural regions, particularly those of the Moulouya River in the Eastern Rif, suffer particularly from this inequality. Intensive irrigation, combined with recurring droughts, accentuates the scarcity of resources.

This shortage affects local actors in a differentiated manner and generates tensions between fruit tree producers, who have privileged access to water, and market gardeners, who are often left behind. This imbalance, motivated by economic imperatives such as the yield of perennial crops, widens social inequalities. Vulnerable populations are thus becoming more vulnerable to the impacts of climate change. Many residents, particularly young people, are being forced to migrate to urban centres. Cities such as Rabat and Tangier are seeing their populations grow, exacerbating the challenges of rapid urbanisation and pressure on infrastructure.

Moroccan policies, focused on a productivist and extractivist vision, contribute to these tensions. Although agriculture is a major economic pillar, its dependence on limited water resources compromises its sustainability. Centralised decisions, often disconnected from local needs, deprive rural communities of equitable management mechanisms.

These dynamics reflect a palpable tension where climate and vulnerabilities converge to generate instability. As seen in cases observed in Lake Chad, the scarcity of natural resources combined with the feeling of abandonment by the state can fuel autonomist demands or encourage the rise of violent groups. Although Morocco has so far been spared from such scenarios, the experience of the Tuareg in Mali is a reminder that prolonged marginalization can lead to organized revolts.

In the face of these risks, an approach based on environmental justice is imperative. To achieve this, it is essential to ensure equity in access to water, prevent forced displacement, and strengthen the resilience of vulnerable communities. Environmental displacement, far from being a simple symptom, highlights the structural flaws of unequal water management. A reform of water policies, focused on sustainability and equity, is essential to limit forced displacement and respond to the challenges of climate change.

Charif Elalaoui

Analyser les conflits environnementaux par le prisme spatial en contexte postcolonial: Le cas du Maroc

De nombreux travaux ont montré comment les mouvements de paysans indigènes se mobilisent contre la destruction de leurs territoires, en articulant des dimensions matérielles et culturelles qui dépassent la simple question de la possession de la terre. Arturo Escobar (2018) montre par exemple comment les luttes territoriales des communautés noires de Yurumanguí et Curvaradó constituent des actions de défense et de reconnaissance de leurs territoires collectifs face aux pressions de l'extraction minière, de l'agriculture industrielle ou de la construction d'infrastructures. Cependant, peu d'études se sont intéressées à ces dynamiques dans le contexte (postcolonial) marocain et aux logiques de prédation environnementale qui y sont à l'œuvre.

Cette communication propose de revenir sur deux formes de prédation sur la nature dans ce contexte spécifique: l'extractivisme minier et les dynamiques d'aménagement des espaces littoraux dans le sud-ouest du Maroc. Elle examine comment les politiques de développement et d'exploitation économique transforment autant les espaces littoraux que les territoires à proximité des mines d'extraction de l'est du Maroc, générant des logiques de dépossession et d'exclusion des populations locales. Elle interroge les tensions entre les impératifs de conservation environnementale et les logiques économiques, en mobilisant des conceptions ancrées dans la justice environnementale. Cette communication s'appuie sur une étude en cours, débutée en 2024, dans des espaces littoraux du sud-ouest marocain, où des expulsions ont eu lieu. Basée principalement sur des données qualitatives, elle inclut des entretiens exploratoires et des observations de terrain. Étant donné que la recherche est encore à ses débuts, cette communication propose des pistes d'analyse plutôt que des résultats consolidés. Elle vise à revisiter la manière dont on analyse l'environnement, entendu au sens physique comme social, à partir de perspectives critiques et décoloniales.

Studies have shown how peasant and indigenous movements mobilize against the destruction of their territories, articulating material and cultural dimensions that go beyond the simple question of land ownership. Arturo Escobar (2018), for example, demonstrates how the territorial struggles of the Black communities in Yurumanguí are taking actions to defend and have their collective territories recognized against the pressures of mining extraction, industrial agriculture, or infrastructure development. However, few studies have focused on these dynamics within the (postcolonial) Moroccan context and the environmental exploitation logics that produce environmental racism at play there.

This communication proposes to examine two forms of environmental exploitation in this context: mining extractivism and the dynamics of coastal area development in Morocco. It explores how development and economic exploitation policies transform both coastal spaces and territories near the mining extraction areas in eastern Morocco, generating logics of dispossession of indigenous people. It interrogates the tensions between environmental conservation imperatives and economic logics, mobilizing the concept of environmental racism. This communication is based on an ongoing study, initiated in 2024, on certain Moroccan coastal fronts. Primarily qualitative, it includes exploratory interviews and field observations. This communication proposes analytical pathways rather than consolidated results. It aims to revisit how we analyze the environment, both in its physical and social meanings, from critical and decolonial perspectives.